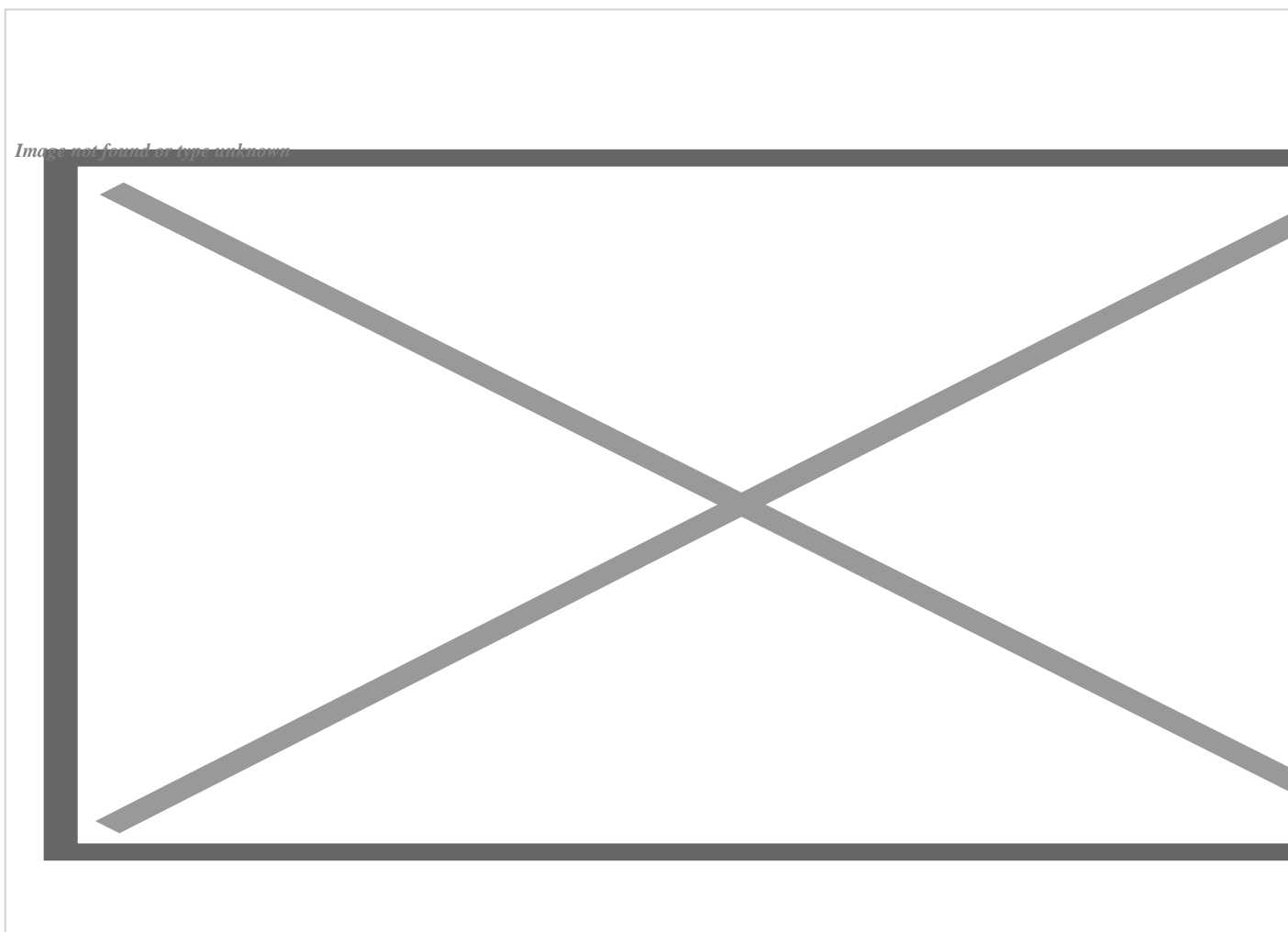


Les Bahamas, la Grenade et Saint-Vincent-et-les-Grenadines contre le blocus de Cuba



Nations Unies, 24 sept (RHC) Les premiers ministres des Bahamas, Philip Edward Davis, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Ralph Gonsalves, et de la Grenade, Dickon Mitchell, ont condamné le blocus économique, commercial et financier injuste des Etats-Unis contre Cuba.

S'exprimant lors de la 77e session de l'Assemblée générale des Nations unies, les dirigeants des Caraïbes se sont opposés aux sanctions imposées par le gouvernement américain à Cuba depuis plus de six décennies, qui, ajoutées à l'impact de Covid-19, "ont considérablement aggravé les difficultés existantes de son peuple".

Ils ont demandé que les Caraïbes restent une zone de paix et que Cuba soit retirée de la liste des États qui parrainent le terrorisme.

Ils ont également regretté que l'on n'ait pas fait davantage pour aider Haïti - membre de la Communauté des Caraïbes - à atteindre la stabilité politique, la paix et le progrès économique.

Ils se sont également élevés contre les tentatives impérialistes de renverser les gouvernements élus du Venezuela et du Nicaragua.

Dans leurs discours respectifs, ils ont noté que parmi tous les défis auxquels la communauté internationale est confrontée, aucun ne nécessite une action plus urgente que la crise climatique.

Appelant à la justice et à l'équité en matière de climat, le Premier ministre des Bahamas a demandé pourquoi les petits États insulaires en développement, qui ont si peu de responsabilité dans ce problème, subissent les plus lourdes charges.

Il a ajouté que les Bahamas s'emploient également à définir des moyens de sauvegarder leurs mers peu profondes, leurs mangroves et leurs herbiers marins, qui constituent tous un important puits de carbone pour le monde, et a invité les personnes proposant des solutions technologiques à apporter leurs innovations dans son pays.

M. Davis a exprimé son soutien aux réformes du système financier mondial et a ajouté que les institutions financières internationales peuvent et doivent annuler les dettes contractées en raison de l'arrêt de l'activité économique causé par la pandémie de Covid-19.

Pour sa part, le chef du gouvernement de Saint-Vincent-et-les-Grenadines a noté que le développement de son pays est entravé par les "listes noires" bancaires, les sanctions et la désinformation.

Appelant à une réforme en bonne et due forme des Nations unies, M. Gonsalves a encouragé la poursuite du "partenariat entre toutes les nations" pour assurer la paix et la sécurité.

Entre-temps, le Premier ministre grenadien a fait remarquer que pour que les petits États insulaires éliminent la pauvreté et atteignent des niveaux de développement durables, les critères de vulnérabilité doivent être revus de toute urgence.

À cette fin, il a appelé à la création d'un nouvel indice de vulnérabilité multidimensionnel pour les petits États insulaires en développement, ce qui permettrait de "supprimer la menace qui pèse sur notre développement économique et notre sécurité", a déclaré M. Mitchell. (Source:PL)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/300218-les-bahamas-la-grenade-et-saint-vincent-et-les-grenadines-contre-le-blocus-de-cuba>



Radio Habana Cuba